



le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 268 JEUDI 11 MAI 1978 3 F

hebdomadaire

Editorial

Les prix valsent le S.M.I.C. fait banquette

L'augmentation des tarifs publics n'est pas à vrai dire une surprise! Barre l'avait laissé entendre depuis pas mal de temps maintenant. Disons que le projet était astucieusement resté ajourné avant les élections, cela pour soigner l'indice et, bien sûr, au niveau de l'opinion, pour ne pas provoquer, dans l'électorat, une possibilité de crispation supplémentaire. Pas une surprise pour nous qui, déjà avant le premier tour, affirmions qu'aucun problème économique ne serait réglé par le gouvernement actuel pas plus que par un autre. En effet, il aurait été vain de croire que celui-ci pourrait tuer la poule aux œufs d'or et scier la branche sur lequel il repose.

Fort du résultat électoral, d'une gauche déconfitée et pour un temps démobilisée, Barre peut pavoiser, jouer les hommes forts du moment, et les patrons se satisfaire, arborant une mine réjouie. La marge est étroite et nos exploités savent bien que le gouvernement ne dispose que de quelques mois pour conserver un certain climat de confiance. Ces hausses annoncées récemment n'ont même pas permis aux organisations syndicales de se mobiliser pour les contester et leur défilé du 1^{er} mai eut un impact bien terne. En fourvoyant le mouvement ouvrier dans des chemins qui ne sont pas les siens, on voit aujourd'hui dans quelle impasse cela le conduit. Et à travers la victoire de Giscard, c'est le patronat qui a véritablement gagné les élections en obligeant les organisations syndicales à modifier leur stratégie. Si, pour l'instant, toutes les cartes ne sont pas posées sur la table, on peut néanmoins affirmer que le C.N.P.F. a d'ores et déjà gagné la première manche.

Après ce premier train de hausses, d'autres vont suivre dans divers secteurs dont Barre accordera la liberté des prix. Cela, dit-on, afin de rétablir la vérité et de permettre une gestion plus saine des coûts d'exploitation de certaines activités industrielles où les entreprises souffrent soit d'un trop fort endettement extérieur, soit restent trop tributaires de subventions étatiques. Le principe est clair, bien cadré, très logique. Mais logique pour qui, pour quoi? Pour le système qui doit se perpétuer, pour les capitalistes qui entendent rentabiliser davantage leurs entreprises!

Et, pour justifier la démarche, Barre n'hésite pas à rassurer l'autre France, celle qui travaille, celle qui crée les vraies richesses, en lui garantissant son pouvoir d'achat. Ce qu'il ne dit pas, bien que les travailleurs en aient une vague idée, c'est que cette autre France se partagera les miettes de l'expansion. Première grande mesure sociale : hausse du S.M.I.C. d'une centaine de francs...

Quel dommage qu'une large partie de la population n'oblige pas Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing à être rétribués à ce tarif. On aurait sans doute alors des surprises bien curieuses. Mais ces hommes sont habiles. A tout va on a laissé dire, à ceux qui voulaient l'entendre, que si le salaire minimum garanti ne subissait pas d'augmentation trop forte, ce serait pour permettre aux organisations professionnelles, dans le cadre des négociations des conventions collectives, de fixer à un juste taux le salaire minimum de base. Liberté reste égale ici à loi de la jungle. Car on sait bien qu'il y aura des disparités entre les secteurs, que les rapports de force entre patronat et syndicats sont très variables selon les professions envisagées. L'impact politique de cette mesure sera vite oubliée par les mass media et complètement dissociée des grands conflits qui éclateront à la base dans les secteurs les plus défavorisés et qui, bien entendu, étonneront sans doute tout le monde par leur spontanéité.

Les miettes, ce seront aussi les différentes mesures sociales que le gouvernement lâche à petite dose, au gré des circonstances socio-politiques. Pratique courante, traditionnelle, en somme un cadre de mesures qui sera mis en place comme à l'accoutumée et sans innovation particulière. Mais dans la vie politique et économique du moment, malgré le succès majoritaire et le silence obsédant des partis de gauche, rien n'est encore vraiment très clair. Le calme apparent n'est qu'illusion et de la situation sociale présente peut surgir des surprises qui, par nature, restent imprévisibles et indéfinissables par leurs conséquences. Mai 68 après tout a bien été une des situations du genre.

FOP-2520

VINGT ANS DE GAULLISME



Un seul « complot du 13 mai », celui de la lâcheté des parlementaires de tous les partis qui, la peur au ventre, vont introniser De Gaulle

POUR faire revivre nos souvenirs, il suffit de feuilleter les pages jaunies du *Monde Libertaire* de cette année 1958, qui fut une année charnière, qui vit la Quatrième République se désagréger et De Gaulle porté par la foule et poussé par les politiciens de tous les partis, revenir au pouvoir.

Vingt ans déjà! Depuis la libération, les partis gouvernaient à tour de rôle, les ministères se faisaient et se défaisaient avec une rapidité jamais connue, les politiciens en vue échangeaient leurs portefeuilles chaque fois qu'ils changeaient d'opinion, ce qui était fréquent. Les grands commis du type Jean Monnet assuraient la continuité des affaires publiques, Pujade qui, à l'occasion d'une élection, avait engrangé une cinquantaine de députés jaillis de derrière leur comptoir, jouait les gros bras. En Hongrie, les dictateurs communistes massacraient les travailleurs avec la bénédiction des communistes français qui n'étaient pas encore des « démocrates ». La

France abandonnait les uns après les autres ses anciennes colonies après un baroud d'honneur qui laissait sur place une tache de sang et des rancœurs qui ne sont pas encore éteintes. La gauche venait d'obtenir une victoire électorale dont elle ne savait que faire, De Gaulle, à Colombey-les-deux-Eglises, rongeait son frein. Et ce fut la « divine surprise » du 13 mai 1958 où le destin de la quatrième République bascula.

La guerre d'Algérie avait soulevé des remous dans tous les milieux. L'Algérie était la dernière possession française outre mer, c'était aussi celle où la colonie française était la plus nombreuse. Les élections de

1956 s'étaient faites sur le thème de l'intégration ou de l'indépendance et le « Front Républicain », amalgame de communistes décidés à tout pour sortir de leur ghetto, de socialistes sans consistance et de radicaux du type Edgar Faure prêts à tous les reniements pour agripper un marocain dans n'importe quel ministère, l'avait emporté de peu. La suite est connue. Parti à Alger pour imposer la paix, Guy Mollet, reçu à coups de tomates, va se résoudre à la guerre et envoyer Lacoste en Algérie pour mater les rebelles. Et en février 1958, Maurice Fayoille pouvait constater dans *Le Monde Libertaire* : « Deux ans se sont écoulés, enrobés de sang, de misère et de larmes, illustrés par le meurtre, la torture, la répression, défigurés par la propagande, les calomnies et le mensonge ». La Fédération Anarchiste avait protesté contre la guerre d'Algérie tout en dénonçant le FLN,

(suite page 4)

Liste des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AIN : OYONNAX
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : NICE
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX
 CALVADOS : HEROUVILLE - CAEN
 DORDOGNE : PERIGUEUX
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCEPON
 GIRONDE : BORDEAUX
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRÉ-ET-LOIRE : TOURS
 ISERE : BOURGOIN - GRENOBLE

LOT : GROUPE DEPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL - AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LÔ
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS
 NORD : LILLE - ROUBAIX - TOURCOING
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE
 BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HTE-SAVOIE : ANNECY
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE HAVRE
 GROUPE ESTUDIANTIN DE ROUEN
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : REGION TOULONNAISE
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

REGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants: 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

— FRESNES-ANTONY
 — GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 — MASSY-PALAISEAU
 — MASSY
 — ORSAY-BURES
 — SAVIGNY SUR ORGE
 — CORBEIL ESSONNES
 — BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
 — DRAVEIL
 — VILLENEUVE-ST-GEORGES

BANLIEUE EST

— GAGNY
 — NEUILLY SUR MARNE
 — CHELLES
 — MONTREUIL

BANLIEUE OUEST

— GROUPE DES YVELINES
 — ISSY LES MOULINEAUX - MEUDON
 BOULOGNE BILLANCOURT

BANLIEUE NORD

— AULNAY SEVRAN
 — VILLENEUVE LA GARENNE
 — LEVALLOIS
 — ASNIERES
 — COURBEVOIE COLOMBES

LIAISONS PROFESSIONNELLES

LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 LIAISON DES POSTIERS (édite Gestion Directe)
 LIAISON DES CHEMINOTS (édite Voie Libre)
 LIAISON DU LIVRE
 CERCLE INTER-ENTREPRISES DE CALBERSON (Paris 18^e)
 CERCLE INTER-BANQUES

LIAISONS

De l'Aisne, Sisteron, La Ferté-Macé - Fiers, La Rochelle, Vierzon, Bégard, Lannion, Châteauroux, Concarneau, Amboise, Chinon, Montpeller, Etienne, Le Puy, Nantes, Vendôme, Montoire, Blois, Coutances, Laval, Clermont-Ferrand, Strasbourg, Nord Seine-et-Marne, Brest, Centre-Bretagne, Poitiers.

Permanences des groupes

Groupe de Marseille: le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de «Culture et Liberté», 72, Bd. Eugène Pierre, 13005 Marseille.

Groupe de Lyon: le samedi de 15 h à 17 h, Palais du Travail (salle 25) à Villeurbanne.

Région toulonnaise: le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jules Durand, Le Havre et Région: dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Tellier au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Jacob: le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 h à 16 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Emma Goldman: le jeudi de 17 h à 20 h et le samedi de 16 h à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel: tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10, rue Robert Planquette à Paris 18^e.

Groupe d'Amiens: les seconds et quatrièmes samedi de chaque mois, salle Dewailly à Amiens.

Groupe Courbevoie-Colombes: les seconds et quatrième samedis de chaque mois, de 14 h à 17 h, à la MJC de Courbevoie, 184, Bd. ST-Denis à Courbevoie.

PRENEZ CONTACT AVEC NOS GROUPES EN ECRIVANT AUX RELATIONS INTERIEURES PUBLICO - 3, rue Ternaux - 75011 PARIS.

Le groupe libertaire Maurice Fayolle de Tours organise

MERCREDI 17 MAI à 20 h 30

à la faculté des Lettres un cercle d'étude libertaire sur le thème

LA PLACE ET LE RÔLE DE L'INDIVIDUALISME DANS L'ANARCHISME SOCIAL, ORGANISATEUR ET RÉVOLUTIONNAIRE

Un groupe libertaire se forme à l'école vétérinaire de Maison-Alfort en même temps que se crée une liaison inter-écoles vétérinaires.

Pour tous contacts, écrire aux Relations Intérieures.

Le groupe libertaire clermontois organise

VENDREDI 19 MAI à 20 h 30

au centre Blaise Pascal salle 146 à Clermont-Ferrand une conférence-débat avec la participation de viticulteurs membres des C.A.V. (comités d'action viticoles)

En première partie sera projeté le film « Ni a Pron » (y'en a marre) sur les problèmes de la viticulture occitane

Le groupe anarchiste d'Amiens avec l'aide d'autres groupes du Nord de la France organise une fête avec stands, chansons, débats, etc.

Cette fête se déroulera à Amiens certainement les 3 et 4 juin

Toutes les personnes intéressées à la participation à cette fête (chansons, théâtre, etc.) sont cordialement invitées

Pour contact écrire B.P. 7 - 80 330 Longueau

Le groupe libertaire Louise Michel organise

SAMEDI 20 MAI à 17 h 30

en son local 10, rue Robert Planquette Paris - 18^e un colloque-débat sur le thème

L'ANARCHISME EN ESPAGNE AUJOURD'HUI

Cours du groupe libertaire Louise Michel 10, rue Robert Planquette 75018 Paris (métro Blanche ou Abbesses) jeudi 11 mai à 20 h

L'AUTOGESTION par Marc Prévotel

Directeur de la publication Maurice LAISANT
 Commission paritaire n° 55 635 ROTO - Group' 78 93 - St-Denis
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Diffusion SAEM Transport Presse
 Routage 205 - Publi Routage

Argentine 78

Au moment où l'opinion publique se trouve sensibilisée par la campagne de boycott de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football, un collectif libertaire s'est constitué pour la tenue d'une kermesse de soutien au prolétariat latino-américain en lutte.

Nous appelons tous les camarades intéressés par cette kermesse à assister à une réunion préparatoire le mercredi 17 mai à 19 h au local du groupe Emma Goldman, 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

GROUPE EMMA GOLDMAN

PREMIER MAI EN PROVINCE

Plusieurs groupes de la F.A. ont participé aux manifestations du 1^{er} mai en province. C'est le cas du groupe Louis Lecoin de Lyon, qui a défilé sous sa banderole, distribuant un tract rédigé en commun avec le Collectif Libertaire lyonnais. A Annecy également, les camarades du groupe « 1^{er} mai » ont distribué un tract dont nous reproduisons ci-dessous le dessin qui y figurait.



Lettre à « Rouge »

Nous avons lu avec intérêt votre article signé J.-F. Vilar dans le numéro 639 du 2 mai 1977.

Que le « journaliste » ait cru reconnaître des militants de la Fédération Anarchiste ou ait entendu des gens faisant partie des « autonomes » se réclamer de notre organisation, cela est très possible et nous n'en discuterons pas.

Mais nous trouvons singulier, pour le moins, qu'un journal qui se veut objectif omette de signaler à ses lecteurs que les militants de la Fédération Anarchiste avaient défilé le matin même de la Bastille au Père Lachaise, et ce sans « incidents ».

Comportement pour le moins étrange, à moins, bien sûr, que respectant la tradition qu'instaurèrent vos pères spirituels, Marx, Lénine et Trotsky, vous ne falsifiez la vérité, ne disant que ce qui sert vos intérêts, allant même s'il le faut, jusqu'à la calomnie. Tout cela bien entendu au nom du parti, de l'idéologie et de l'intérêt de la classe ouvrière.

Nous nous apercevons que, toujours fidèles à vos « principes », vous n'avez pas manqué l'occasion de les mettre en pratique, et par quelques mots tenter de discréditer tous les anarchistes. A croire que nous sommes dangereux pour vous, pour votre idéologie, pour le parti et la classe ouvrière.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

P.S. : Lettre à ne pas publier dans vos colonnes car dangereuse pour le parti, pour votre idéologie et la classe ouvrière.

abonnements de diffusion

3 mois/5 ex.....	95 F
6 mois/5 ex.....	180 F
12 mois/5 ex.....	300 F
3 mois/10 ex.....	170 F
6 mois/10 ex.....	300 F
12 mois/10 ex.....	550 F

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 C.C.P. Publicité 11289-15 Paris

TARIF
 France
 3 mois 35 F
 6 mois 65 F
 12 mois 125 F

Abonnez vous

BULETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom..... Prénom.....
 N°..... Rue.....
 Code postal..... Ville.....
 à partir du N°..... (inclus) Pays.....

Abonnement Rattachement
 Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

LES SURDOUÉS

EN France, on n'a pas de pétrole (sauf en Bretagne), mais on a quelquefois des idées et il se pourrait qu'ont ait des surdoués!

Les Etats-Unis, l'URSS et récemment l'Etat d'Israël ont songé avant nous à exploiter cette mine de profits pouvant être abondants, à condition que cette nouvelle forme d'exploitation de l'homme par l'homme soit judicieuse, rationnelle, scientifique...

Rémy Chauvin, plus expert en psychologie dans l'étude des fourmis que des humanoïdes, a pondu, il y a quelques années, un livre sur le sujet.

Si l'on en croit le « surdoué » de 18 ans parlant sur les ondes de Radio-France, il semblait assez paumé, ce prématuré! D'autre part, il faudrait voir à classer les surdoués en catégories non confondables, ceux qui n'ont qu'une prodigieuse mémoire ou qui sont de précoces machines à calculer ne sont pas pour autant doués d'une intelligence exceptionnelle. Ils peuvent même se révéler de parfaits imbéciles dans la vie courante. Seront sans doute à orienter vers des emplois de robots rémunérés.

Rémy Chauvin a au moins le mérite de ne pas assimiler les « surdoués », qui assimilent remarquablement, aux « créateurs » qui inventent. La mobilisation actuelle pour résoudre les problèmes des « surdoués » ignore délibérément ceux des « créatifs ».

Il n'est pas besoin d'être devin pour percer le pourquoi de cette omission. Les surdoués, ça peut s'exploiter. Et, comme le souligne Chauvin, ils peuvent, bien suivis, bien encadrés, bien orientés, s'intégrer au système et lui rendre de très précieux services. Mais les « créatifs » sont constitutionnellement des « inadaptés », graines de révolutionnaires, qu'il faut empêcher de croître et de s'épanouir, de peur qu'elles ne viennent perturber, par leur luxuriance intempestive, l'ordre établi... par des « réalistes » qui ne sont ni des surdoués ni des créatifs, du reste!

L'astuce est donc de « sélectionner » les surdoués, aux dépens des créatifs... et des moins doués! Il ne faut exploiter que ce qui est exploitable... donc rentable... on s'en doutait!

Et l'on va créer des classes de perfectionnement intensif pour enfants et adolescents de génie. Faudra-t-il encore trouver des enseignants à la hauteur de ces petits monstres intellectuels! Des monstres, oui, puisque l'on va les parquer, les isoler en cours spécialisés, dans l'enceinte du cirque scolaire. Si, actuellement, ces « gosses d'élite » se trouvent mal dans leur peau, quand on leur assène certains programmes débiles de l'Education Nationale, c'est au sein de la société qu'ils seront bientôt mal dans leur peau, cracks parqués dans des salles de « haut niveau », de toute façon, hors des normes, anormaux, quoi qu'on fasse! Mais phénomènes pouvant être utiles à la Cause du... Capital.

Etablissements, insinuations et profs pour petits génies précoces, ça va coûter gros... oui mais tout le bénéfice de ce nouvel investissement ira à l'Etat. Cela vaut la peine de tenter ce genre d'expérience!

Tandis que créer une éducation nouvelle pour tous les autres inadaptés, relèverait d'un souci humanitaire peu rentable. Donner délibérément, et d'abord faire l'effort de l'imaginer et de le concevoir, un enseignement adapté aux enfants des prolétaires, handicapés le plus souvent par le vocabulaire bourgeois des programmes en cours, cela n'a aucune chance de « rapporter », et ce pourrait être un danger, une menace pour la stabilité des structures de l'Etat, pour l'ordre.

Mais des « surdoués bien stylés, bien enrégimentés, bien conditionnés, quelle source imminente de richesse pour l'Etat et le Capital!



La paix, nom de Dieu!

A propos de violence...

LA bourgeoisie (menacée?) multiplie les réunions, les colloques traitant de la violence et, sans citer de nom, nous invite à suivre le regard qu'elle porte sur les jeunes et leur façon de saborder le bel Occident chrétien. C'est à l'une de ces réunions que je me suis rendu, et comme de fait la clientèle est du 3^e âge et pas prolétaire du tout. Le docteur Lery, neuro-psychiatre et criminologue réputé fit une petite conférence que j'écoutais de mes deux oreilles libertaires.

(science du comportement). On distingue deux écoles : l'une qui dit que l'agressivité est une pulsion, qui tient donc de l'inné, l'autre qui pense que l'agressivité est une réponse à l'environnement, donc en liaison avec l'acquis. Lorsque l'on étudie les structures propres à l'agressivité chez les animaux, on s'aperçoit qu'il existe chez eux des systèmes inhibiteurs qui les freinent dans leur comportement alors que chez l'homme n'existe pas de système analogue et que son agressivité répond à des stimu-

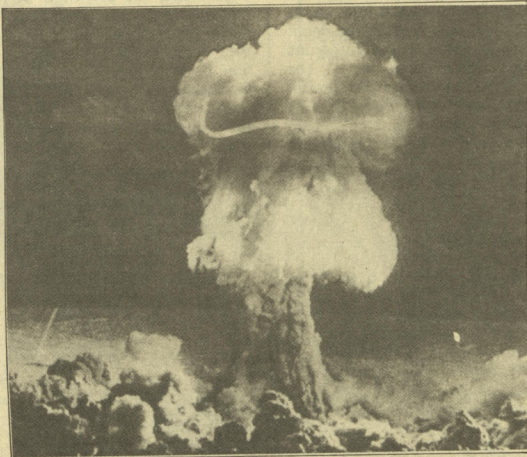
la femme il n'y aurait pas de demie-mesure (ou elles sont inoffensives ou elles tuent, point). Mamma mia! Pour ce qui est du viol, des recherches sont pratiquées, qui ont abouti à la découverte de médicaments offrant les mêmes effets que la castration, traitement pouvant être suspendu à tout moment. Je vous rappelle que la castration est proposée dans les pays nordiques aux hommes qui la préfèrent à l'emprisonnement. Reste un gros point noir : le médicament ne supprime pas l'appétit sexuel et les fonctions hormonales correspondantes (le désir sans le pouvoir). Et si la sexualité était vécue moins étroitement?...

Jetons enfin un œil sur l'aspect sociologique de la violence. Tout le monde est d'accord, les médias amplifient la violence, lui donnent un caractère spectaculaire qui s'ajoute à notre propre agressivité. Conséquence :
— 90% des gens pensent qu'il y a trop de violence à la télé
— 75% pensent qu'elle émane des jeunes (enquête IFOP sur laquelle s'appuie le rapport Peyrefitte).

Manque de bol à nouveau, en Seine-Maritime 22% des criminels ont moins de 25 ans et 42% de 25 à 35 ans. 81% d'entre eux étant alcooliques.

Mais vous n'échapperez pas au plus intéressant : la criminalité a doublé en 10 ans, les affaires de mœurs étant stables (12%) tandis que 88% sont des crimes de profit... Ce n'est pas un hasard dans une société de convoitise largement entretenue par les capitalistes (publicité, démarchage, soldes, foires expositions).

Conclusion : pissons sur le rapport Peyrefitte, démagogie comme il ne devrait pas être permis de l'être. Lorsque l'on dirige un peuple vers l'ab-



On distingue 4 types de violence :

- la ou les violences légitimes ou légitimées
- la ou les violences politiques
- la ou les violences illégales
- la ou les violences pathologiques.

Le 1^{er} groupe est constitué des emprisonnements, de la guerre, de la peine de mort, de la soumission des enfants aux principes éducatifs des parents, des travailleurs au patronat, des soldats aux officiers, de la femme à l'homme...

La seconde catégorie est faite de tous les abus de pouvoir (le pouvoir ne serait-il pas essentiellement abusif?), des raptis, des exécutions sommaires, de tous les attentats menés par des mouvements pour qui la fin justifie les moyens.

La 3^e série regroupe le racisme, l'égoïsme (à ne pas confondre avec l'individualisme), la vanité, le viol.

Le 4^e point se rapporte aux maladies mentales. C'est sur celles-ci que les médias appuient le plus, accordant à tous ces crimes le caractère de sadisme qui excite la population à l'arrière et à la base du cerveau. C'est ce qui permettra aussi l'internement facilité de se débarrasser d'un être dont on redoute le pire. La crainte qu'il recommence le contraignant toute sa vie à vivre en marge de la société.

Voilà pour les constatations. A présent, il s'agit d'analyser les racines de la violence. Trois regards nous sont offerts pour l'observer : l'un humaniste, l'autre sociologique, et le dernier politique.

Pour ce qui est du premier, trois sciences nous permettent son approche : la neurobiologie, la psychiatrie et l'éthologie

(ex : satisfaction de besoins vitaux).

D'autres explications furent données, notamment par Cesare Lombroso, criminologue italien qui affirmait au début de ce siècle que la plupart des criminels (au sens large du terme) étaient munis d'une bosse sur le crâne et que c'était le lieu où logeait la graine de violence... Il tempérait nettement ses écrits dans la seconde partie de son œuvre mais les « coupeurs de tête » et autres « étrangleurs » ne retiennent que la première partie de ses investigations.



Le mythe du criminel né ne disparut pas pour autant et les adeptes de la guillotine... ou de la piqure se rejettent sur le chromosome « y » supplémentaire : « Il est né pour tuer, il faut le supprimer! ». Manque de bol, 2% seulement de ceux qui en sont porteurs sont des criminels, la corrélation est fragile... Il apparaîtrait également que l'hormone mâle est propre à l'agressivité, la grande majorité des criminels étant d'origine masculine, tandis que chez

tissement (concours de l'eurovision, Loto, tiercé), lorsqu'on laisse des promoteurs faire de l'urbanisme concentrationnaire, lorsqu'on apprend aux jeunes à se servir d'une mitrailleuse ou d'une grenade, il est logique que la violence se substitue au dialogue et que la société régresse puisque la violence est un langage primaire.

DENIS
(groupe Delgado-Granados
Rouen)

SUPPLÉMENT 4 PAGES

Dans notre numéro hebdomadaire du jeudi 25 mai, nous consacrerons quatre pages supplémentaires à la « révolution manquée » de mai 68.

Krivine en a parlé à la télé, Jobert dans *Le Monde*, l'ancien préfet de police Grimaud dans un livre, alors ne manquez pas ce numéro spécial du *Monde Libéraire* qui tiendra assurément un autre langage que tous ces professionnels de la politique.

en bref...en bref...

Du nouveau sur l'objection de conscience en Haute-Marne.

Le 15 octobre dernier, Daniel Delaplace, Pascal Champlon et Philippe Poët ont été interpellés et conduits dans les locaux de la gendarmerie de St-Dizier. Ils diffusaient une information sur l'objection dans le but de soutenir l'action de Claude Didier (objetteur insoumis) qui devait comparaître devant le tribunal de Chaumont le 25 du même mois.

Le 18 avril, ces trois camarades reçoivent une convocation pour comparaître devant le tribunal correctionnel de Chaumont le 30 mai à 14 heures. Ils sont prévenus d'avoir fait de la propagande tendant à inciter autrui à bénéficier du statut d'objetteur de conscience, dans le but exclusif de se soustraire aux obligations militaires. Ils risquent de 6 mois à 3 ans de prison et une amende de 400 à 10 000 F pour avoir... informé l'opinion publique de l'existence d'une loi votée le 21 décembre 1963. A suivre...

Lors du rassemblement des 15 et 16 avril à Lyon, les objetteurs et sympathisants présents ont affirmé leurs volontés de voir cesser les procès d'objetteurs-insoumis. Un groupe d'une douzaine de personnes s'est présenté à 14 h devant le ministère de la Justice, dénonçant l'arbitraire judiciaire, les peines de prison, le rôle d'embrigadement du service civil qui leur est imposé. La police est intervenue rapidement et ils ont été conduits dans les locaux du commissariat du 1^{er} arrondissement où ils ont été gardés à vue toute la soirée.

Depuis 1964, grâce à la lutte menée par Louis Lecoin, il est possible de refuser le service militaire. Mais l'objetteur doit effectuer un service civil de deux ans que le pouvoir a rendu de plus en plus para-militaire (pas le droit de se syndiquer, interdiction de réunion, travail non rémunéré, etc.). Face à cela, 2500 objetteurs se sont insoumis à ce service. 80 sont passés en procès depuis octobre, avec des peines allant jusqu'à trois mois de prison ferme. Contre cette répression, un harcèlement a commencé le 2 mai devant le ministère de la Justice, la police pratiquant l'arrestation systématique des participants, les relachant en début de soirée. La lutte ne fait que commencer, lutte que tous les antimilitaristes et donc tous les anarchistes, doivent soutenir activement. Dans ce but, une réunion aura lieu vendredi 12 mai, à 19 h 30, 46 rue du Pré-St-Gervais à Paris 19^e.

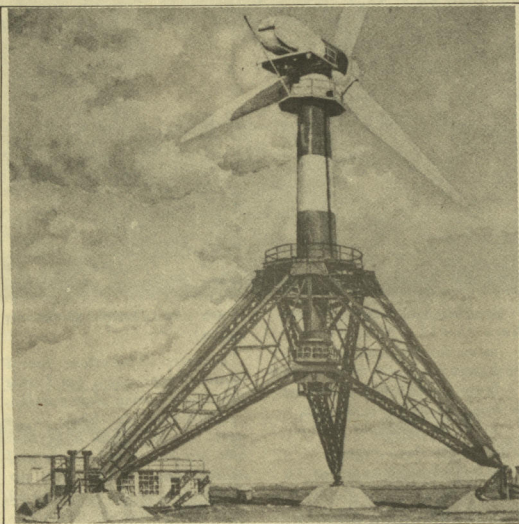
Quand E.D.F. informe

Intoxication électronucléaire

QUAND la Basse-Loire aura-t-elle sa centrale nucléaire au Pellerin ? Quand la déclaration d'utilité publique sera-t-elle publiée ? Ce qui est sûr, c'est qu'E.D.F. fait le maximum pour préparer le terrain ou plutôt les esprits, jugeons-en :

Le 10 janvier aux A.C.B. (ateliers chantiers de Bretagne, filiale du groupe Alsthom Atlantique, travaillant de plus en plus dans le domaine nucléaire) : par le circuit habituel de transmission de l'information, des ingénieurs et cadres de tous les services, des projecteurs et des dessinateurs des bureaux d'études nucléaires furent conviés à une conférence-débat sur le thème « Les forgerons des temps modernes ». Les promoteurs de la séance étaient des cadres supérieurs des ACB et des personnes extérieures à l'entreprise (tel M. Lignat, in-

surprenants furent tenus par le responsable sur les autonomistes (Bretagne oblige) : « On sait où ils habitent, les autonomistes, si on se met à les plastiquer, où ira-t-on ? », sur la nouvelle tarification EDF imposée par le gouvernement moins favorable au tout électrique (« c'est dégueulasse, on va réagir »). Peut-on rapprocher ces propos de la création par des « usagers », de l'ADUTE, association pour la défense du tout électrique ? Finalement, vu le scepticisme des invités, seule fut proposée la visite de centrales... thermiques. Ce genre



génieur EDF en retraite, spécialisé dans la « prospection » EDF autour du Pellerin - voir ML 254) et aussi la SFEN, société française d'énergie nucléaire, société savante patronnée entre autres dans la région par le sénateur Chauty, grand promoteur de la centrale du Pellerin. Cette réunion, à l'intérieur de l'entreprise, avait pour but de recruter de zélés propagandistes du nucléaire. Certains participants se sont même demandés si la présence des chefs du personnel n'était pas justifiée par le désir de noter les présents et leurs attitudes. Cette réunion a été sévèrement critiquée par la section CFDT de l'entreprise.

En février, c'étaient des membres d'une association d'élèves ingénieurs qui étaient invités par EDF à un repas-dialogue avec un ponton parisien chargé des relations publiques et du recrutement, sous le prétexte de fournir des informations sur l'emploi à EDF. En fait ce fut un plaidoyer pour le nucléaire, avec les réponses bateaux EDF : « la consommation qui double tous les dix ans », « les éoliennes, si on les utilisait, il faudrait en mettre partout », le solaire idem... « des surfaces considérables »,... mais démagogie oblige, des interrogations sur les surgénératrices et les déchets furent vite résolues par le refrain connu : « la technique arrange tout ». Des propos

de visites ne serait pas réservé aux Nantais. Selon le ponton, le rythme des visites étant de 25 en 4 mois.

En mars et avril, « Ouverture sur la vie » proposait du boulot de conférencier, sans autres précisions, dans des annonces affichées par le CROUS. Cette association a ainsi recruté des étudiants, après une petite sélection, qui, travaillant à partir de documents fournis par... EDF, animent des débats dans les lycées de la région, dans le cadre des 10%, ou invités par les profs. Le tarif de la séance est de 70 F.

Aux lecteurs choqués par ces méthodes de démarchage, il faut signaler que l'idée n'est pas nouvelle. Ainsi paraissait dans *APRE Hebdo*, en 1977, un document « emprunté » à EDF : Propositions d'orientations pour l'action d'information nucléaire, où étaient évoqués le rôle de la SFEN, les contacts privilégiés à tenir avec les « relais d'opinion » que sont les ingénieurs et le corps enseignant...

Du côté du Pellerin, la technocratie est en marche, viendra-t-on à l'arrêter ?

LIAISON NANTES

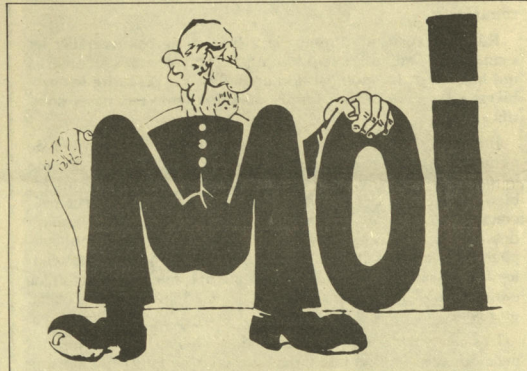
* A consulter sur l'intox EDF : *APRE Hebdo*, supplément au n° 223, sur la lutte au Pellerin le ML 254, et la toute nouvelle brochure de la coordination des comités de défense de la Basse-Loire : « Nous refusons le nucléaire par tous les moyens ».

Le « complot du 13 mai »

(suite de la page 1)

organisme dont le but consistait à remplacer les colons français pour exploiter à son tour les paysans et les ouvriers algériens, ce qui, naturellement, n'a pas manqué de se produire. Des contacts avaient été pris avec d'autres organisations se réclamant du socialisme et hostiles à la politique de Guy Mollet et consorts. Dès le lendemain du 13 mai, un Comité d'Action Révolutionnaire, dont le siège était rue Ternaux, était créé ! Il rassemblait des anarchistes, des trotskistes, des syndicalistes. Il participera au défilé depuis la place de la Nation jusqu'à celle de la République, avec à sa tête André Breton, Louis Chavance, Prévart et un certain nombre d'intellectuels antifascistes, et je pouvais écrire dans *Le Monde Libéraire* du mois de juin : « Le peuple qui a défilé a son avant-garde, et cette avant-garde était présente de la Nation à la République, entourant les militants du Comité d'Action Révolutionnaire ».

et les gaullistes, et ils s'apprêtaient à ce jeu de bascule au centre de l'échiquier politique, qui leur avait si bien réussi sous la III^e République. Pour le parti socialiste, dépassé par sa maigre victoire, il se cramponnait à sa guerre, la guerre d'Algérie, qui le rendait indispensable. L'affaire Ben Bella, l'affaire de Suez finiront de le faire rouler dans l'odieux, et c'est le pitoyable Mollet qui ira lui-même chercher De Gaulle. 1958, une de ces faillites parmi d'autres, qui aurait du ouvrir les yeux aux travailleurs et les travailleurs oubliés, qui se renouvellent à chaque génération et qui laisse les hommes assommés, vidés de toute idée de lutte. Bien sûr, la faillite de la gauche en 58 n'est pas pire que celle du cartel des gauches en 1924, que celle de l'union de la gauche de 1932, que l'éclatement du Front Populaire de 1938, c'est la même, et à l'origine les raisons sont les mêmes : la duplicité du parti communiste, l'avidité des radicaux, la faiblesse



Mais il était trop tard pour barrer le chemin à De Gaulle, porté au pouvoir par des hommes de gauche pour faire une politique de droite. Et De Gaulle, Macchiavel de corps de garde, fera « sa politique », trompant tous ceux qui comptaient se servir de lui. Un référendum le plébiscitera, des élections lui donneront une assemblée aux ordres et Maurice Laisant pourra écrire dans *Le Monde Libéraire* d'octobre 58 : « Non, cette heure là n'a pas sonné : les faillites de la Quatrième, les fossyeurs du socialisme ont vu leurs mandats renouvelés et leur fromage garanti ». Et ce fut le début d'une royauté présidentielle qui vient d'être renouvelée il y a quelques semaines. Vingt ans déjà, une génération ! Il semble que la classe politique de droite comme de gauche ne fasse pas grand bruit autour de l'évènement. Si nous le rappelons ici, c'est pour en tirer cette leçon : chaque fois que les partis politiques de gauche sont arrivés au pouvoir, ce fut pour faire une politique réactionnaire. En 1956, les communistes voulaient sortir de l'isolement pour influer sur la politique étrangère du pays (déjà) et pendant deux ans nous les verrons soutenir la politique colonialiste du gouvernement simplement occupé à empêcher Mendès France de parvenir au pouvoir. Les radicaux, eux, voulaient des portefeuilles ministériels. Ils avaient fait voter à gauche pour contenir les démocrates chrétiens

des socialistes. Pour les jeunes gens qui viennent de voter pour la première fois et qui n'étaient pas nés le jour où un général, aidé par des politiciens, étrangua la Quatrième République, relire cette page d'histoire leur fera mieux comprendre les raisons de l'éclatement du programme commun auquel ils viennent d'assister. Les mêmes facteurs produisent des effets similaires, même si le climat social et politique est différent, et c'est ce que les militants anarchistes, en cette année 1958, avaient compris ! Et Maurice Fayolle voyait bien clair lorsqu'il titrait sur cinq colonnes son article du *Monde Libéraire* d'une phrase prophétique : « Qui De Gaulle trahira-t-il ? » qui annonçait les journées tragiques de 1962.

Et aujourd'hui, alors que la gauche vient une nouvelle fois d'abandonner le combat et de se suicider devant le pouvoir, nous pourrions à notre tour titrer notre première page par cette phrase : « A quand la prochaine trahison de la gauche ? ». Il est vrai qu'il ne tient qu'au peuple qu'il n'y ait plus de « complot du 13 mai ». Il suffit pour cela de repousser le parlementarisme et l'électoralisme, qui sont les pourrissoirs de la vie politique, et de revenir à une lutte pour le socialisme à partir des usines et des communes sur une plateforme de transformation économique de classe.

Maurice JOYEUX

A Aix comme ailleurs, la justice condamne mais ne résoud rien

A propos d'un procès...

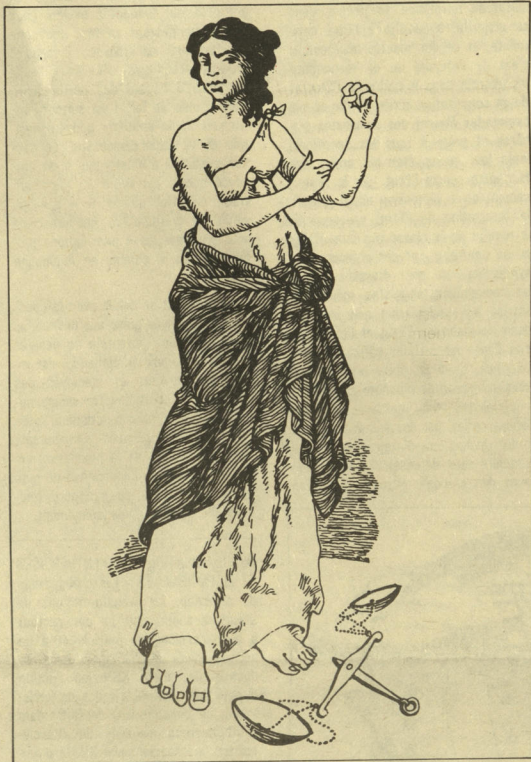
« **P**OUR l'exemple, procès exemplaire! ». C'est par des titres aussi virulents que la presse locale annonçait le 2 mai dernier l'ouverture aux assises d'Aix-en-Provence du procès des agresseurs d'Anne et Aracelli. Deux femmes violées, le 21 août 1974, par trois hommes, alors qu'elles campaient dans les calanques de Morgiou près de Marseille.

Le ton était donc donné, et on ne s'étonnera pas que ce procès se soit déroulé dans un climat de haine et de violences particulièrement insoutenables. Gisèle Halimi et Agnès Fulut, pour la partie civile, tenaient à faire de ce procès une vaste tribune sur le problème du viol, aidées en cela par Florence d'Harcourt, Arlette Laguiller, Pierre Emmanuel, Alexandre Rimkowski, Marie Jack, Gisèle Moreau, rassemblés à la barre des témoins de moralité. D'autre part, une manifestation devait avoir lieu le soir à l'appel des différents mouvements féministes présents dans le palais.

Violence verbale à l'intérieur entre avocats de la partie civile et ceux de la défense, mais également à l'extérieur devant le palais de Justice. D'un côté « l'entourage » de Gisèle Halimi, pris à partie, elle-même gifflée par des individus. De l'autre, une pluie de crachats pour les avocats de la défense à leur sortie du palais, excitation de quelques militantes des mouvements femmes avides de répression. Bref une forte impression de dégoût, dans un climat de haine semblable à celui des manifestations orchestrées par les partisans de la peine de mort. Au bout de tout

cela, des peines de prison pour les trois accusés : 6 ans pour Petrelli, 4 ans pour Mouglaglis et Roger.

pour nous le rappeler, si besoin est. « J'ai été violée par l'un d'eux, tout près Aracelli avait un homme sur elle, l'autre des »



Le viol est sans l'ombre d'un doute une des agressions les plus terrifiantes, les plus traumatisantes, et le récit de ces deux femmes violées est là

sous, fellations, sodomies, nous ne pouvons plus rien faire, nous étions anéantiés, épuisés ». Aracelli, enceinte à la suite de ce viol, sera avortée en septembre

Priorité à la matraque

MERCREDI 26 avril se déroulait à Aix le procès d'un camarade libertaire de l'Ecole Normale. Tout avait commencé le 30 mars lorsque les normaliens et les enseignants manifestèrent devant le rectorat d'Aix. Le recteur se sentant outragé par les violences verbales proférées à son encontre, fit charger les manifestants à plusieurs reprises. Résultat : trois normaliens hospitalisés et un embarqué au poste. Celui-ci est inculpé de rébellion et d'outrage à agent!

A son procès, malgré la pluie, 1000 personnes s'étaient massées devant le palais de Justice. Trois heures plus tard, le verdict tombait : 500 francs d'amende, un chef d'inculpation levé.

La FEN (majoritairement communiste dans les Bouches du Rhône), s'y est montré fidèle à elle-même : organiser une manifestation traîne-savates pour aller braire quelques slogans « revendicatifs » devant un rectorat indifférent. Raison exprimée : « Partons, car les anarchistes cherchent la bagarre ». Raison évidente : profiter de la

publicité du procès pour mettre en avant les « légitimes revendications », laissant en un second plan le sort du normalien.

Quant au SGEN-CFDT, se sentant débordé par des éléments incontrôlables, il a mis tout en œuvre pour mettre en évidence le côté « clément » du verdict, et donc d'arrêter là toute protestation.

Aussi, devant la montée inquiétante de la répression policière, s'inscrivant dans le cadre d'une coalition internationale des exploités et cautionnée par les syndicats et les partis politiques de gauche, il devient de plus en plus évident que nous ne devons compter que sur nous-mêmes.

Trois autres normaliens risquant d'être inculpés (pour bris de rétroviseur!), il nous faut dès maintenant appeler à une solidarité des travailleurs et des étudiants de la région pour préparer une riposte.

LES ANARCHISTES DE L'ECOLE NORMALE D'AIX EN PROVENCE

suivant à Bruxelles.

Face à cela, quelles solutions ? Porter plainte, intenter un procès, établir la peine de viol, que justice soit faite en quelque sorte ; je le dis clairement et le répète, comme d'autres l'ont fait avant moi, dans cette société il n'y a malheureusement aucune solution au viol, car c'est elle-même qui

secrète ce fléau. Croire, comme Halimi et ses sœurs, que la justice et la répression qui en découle l'endigueront n'est que foutaise. Le viol pose un problème de société et le seul espoir de le voir un jour disparaître à jamais c'est de changer de société.

Denis LAROUSHINE (groupe de Marseille)

Crise du militantisme... ou militantisme de la crise

ALORS que le gauchisme épanouit sa satisfaction dans un « score » électoral qui permet à la L.C.R. de siéger dans les meetings à côté du P.C., le grand frère stalinien, on constate que son « appareil » politique n'arrive pas à décoller. Plus qu'une hémorragie de militants les groupuscules gauchistes subissent en vérité le phénomène dit de la passoire. De nombreux militants « rentrent » dans les groupuscules... mais pour en ressortir aussitôt. Comme on les comprend!

Si on fait le compte des individus qui depuis 10 ans, depuis la grande poussée de fièvre de 68, ont flirté avec les groupes ou idéologies se situant à l'extrême-gauche de l'échiquier politique de ce pays, on aboutit à une constatation qui est celle d'un échec. L'incapacité de ces groupes à capitaliser en nombre de militants l'écho et la sympathie qu'ont recueillis les idées révolutionnaires est flagrante. Soyons honnêtes, ce phénomène affecte également les organisations anarchistes!

Alors, qu'est-ce qui fait couvrir les militants... le plus loin possible du militantisme?

Une première réponse se dégage de l'analyse des différents points sur lesquels s'est cristallisé cette crise du militantisme. Les luttes de femmes, la question sexuelle, etc., qui

par leur émergence simultanée ont contribué à la « désagrégation » d'appareils politiques conçus comme des « régiments » de révolutionnaires professionnels, témoignent d'une volonté évidente de vivre la révolution au présent et au quotidien. La séparation entre théorie et pratique qui divise « dialectiquement » le temps entre un futur révolutionnaire radieux et un présent à base de sacrifices et de compromissions, ne fait plus recette. Cette implacable dialectique de la résignation qui transforme le militantisme en sacerdoce, qui toujours à demain remet la transformation révolutionnaire de soi-même et des choses, a indéniablement volé en éclats sous la poussée libertaire issue de 68. De plus en plus nombreux sont ceux qui veulent vivre la révolution ici et maintenant.

Sous cette crise du militantisme se cache à mon avis une crise idéologique plus profonde : celle du marxisme et de son incapacité structurelle à intégrer les pulsions de vie d'une génération qui cherche désespérément une troisième voie entre la loi de la jungle capitaliste et le socialisme à la mode des goulags. Cette thèse que je me propose de développer ultérieurement dans la totalité de ses tenants et aboutissants explique parfaitement le phénomène de la nébuleuse libertaire.

En effet, alors que les groupuscules se vident de leur sang militant, les organisations anarchistes, dont la théorie et la pratique coïncident avec cette volonté de vivre la révolution au présent et au quotidien ne profitent nullement de ce reflux. La nébuleuse libertaire, ce bouillonnement diffus de groupes plus ou moins ponctuels et plus ou moins informels, enfle en effet la scène politique de sa vitalité et de ses inconséquences.

Sans doute les organisations anarchistes ont-elles à s'interroger sur leur pratique mais le problème, me semble-t-il, relève

d'avantage de la mauvaise circulation d'une information sur leur réalité propre.

La nébuleuse libertaire, qui a fait sienne le refus d'un militantisme assimilé au sacerdoce et au sacrifice permanent de soi-même et du présent, a malheureusement tendance à confondre les genres. Elle démontre dans l'exacerbation de son refus de toute organisation l'inconséquence fondamentale de son caractère réactionnel. Les pitoyables exhibitions des pseudos autonomes, comme l'incapacité foncière à coordonner ou à fédérer l'ensemble des fronts de lutte de la nébuleuse libertaire constitue un constat d'échec dont il conviendrait peut-être de tirer les conclusions.

Refuser le militantisme sacerdotal des curés à la mode bolchévique est un point. Exprimer sa volonté de vivre ici et maintenant la transformation révolutionnaire de soi-même et des choses en est un autre. Mais théoriser cette volonté légitime en un refus forcené et mystique de l'organisation et donc du caractère collectif de toute lutte représente un ga-

chis indéniable. Les anarchistes ont de tous temps recherché théoriquement et pratiquement la synthèse, entre les aspirations individuelles immédiates à une libération maximale de la vie et l'organisation collective de ces mêmes aspirations. L'autogestion, la gestion directe, le fédéralisme, représentent les principaux axes autour desquels s'articule cette synthèse. Militer, pour un anarchiste, c'est indéniablement vivre sa propre libération dans le quotidien, mais c'est aussi unir cette volonté à celle d'autres hommes pour lui donner le nécessaire caractère social que revêt dans toute société l'aspiration individuelle à la liberté.

Hors du champ clos du délire de la pratique militante bolchévique ou du refus réactionnel de tout militantisme, s'offre à qui veut réfléchir l'espace infini du militantisme anarchiste. Peut-être conviendrait-il de trouver un autre terme pour désigner cette volonté d'inclure la libération individuelle dans le champ social, mais convient-il de rejeter un mot parce qu'on le galvaude?

Jean-Marc RAYNAUD

allemagne

On sait que depuis 1951, dans les secteurs du charbon et de l'acier, les 600 000 travailleurs concernés bénéficient de la cogestion : les entreprises de plus de 1000 ouvriers sont gérées par un conseil de surveillance (5 représentants des travailleurs, 5 des actionnaires, plus un onzième membre désigné par les 10 autres) et par un conseil de direction élu par le conseil de surveillance. L'obligation légale de défendre « les intérêts matériels et moraux » de l'entreprise, a souvent fait des délégués ouvriers les auxiliaires de la direction plutôt que les défenseurs de leurs mandants : la cogestion entraîne l'intégration des syndicats dans le système économique et politique. Mais la loi du 4 mai 1975 étend la cogestion à toutes les entreprises (autres que le charbon et l'acier) de plus de 2000 salariés. Et cette loi entre en application d'ici la fin du premier semestre de 78. Sans entrer dans le détail, disons que cette loi augmente l'influence des travailleurs et - selon les optimistes! - tend à « presque » égaliser les droits du capital et du travail. Les syndicats, tout en faisant quelques réserves, considèrent que cette loi marque un progrès sur celle de 1951. Les employeurs, de leur côté, ont porté plainte pour violation de la Loi Fondamentale de la République fédérale et la Cour constitutionnelle de Karlsruhe se prononcera en 1979 sur le bien-fondé de cette réclamation. En attendant cet arrêt, 4 500 000 travailleurs de 500 sociétés par actions vont élire, d'ici la fin juin, leurs représentants dans les conseils de surveillance : majorité écrasante certaine pour la centrale DGB, bien que, dans certaines entreprises, des listes d'opposition se soient constituées.

INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET COGESTION - Les prévisions économiques ne sont guère encourageantes en Allemagne fédérale. Pour 77 la croissance n'a pas dépassé la moitié des 5,5% prévus et en 78 elle restera tout juste voisine de 3,5%. L'objectif de 4,5% souhaité par la Communauté européenne a été jugé peu réaliste par le chancelier Schmidt. Ce premier trimestre a accusé une diminution des commandes à l'industrie et un recul de la production industrielle. Les investissements sont insuffisants, les industriels restent dans l'expectative et les commandes publiques sont souvent bloquées (ce qui permet d'en rendre responsable le mouvement écologique!). Comme il ne saurait être question de diminuer la durée de la journée de travail, cette stagnation risque d'amplifier le chômage et la relance économique est freinée par la crainte de l'inflation. Le gouvernement social-démocrate-libéral fait pression sur les syndicats pour les inciter à la modération, mais toutes les négociations sur les conventions tarifaires font état de revendications de l'ordre de 7 à 8% d'augmentation des salaires, d'où des grèves et des lock-out chez les dockers, dans le Livre et la Presse, dans la métallurgie.

CONDAMNATION D'UN TERRORISTE « SUPPOSÉ » - Dreker, âgé de 31 ans, a été condamné le 23 mars, par le tribunal de Berlin à 4 ans de prison : accusé de complicité avec le « Mouvement du 2 juin » à qui il aurait prêté son auto. Il aurait aidé à décharger du matériel dans une cave et aurait été vu devant cette cave en compagnie d'Andreas Vogel.

La Coordination Libertaire Latino-Américaine organise samedi 13 mai à 20 h 30

15, rue Gracieuse à Paris 5^e (métro : Monge) une conférence-débat sur le thème

IDÉOLOGIES DANS LE SYNDICALISME ARGENTIN

Informations internationales

PROCÈS CONTRE DES ANTI-FASCISTES

Le 7 août 1976 une manifestation antifasciste avait lieu à l'occasion d'une réunion organisée par le parti d'extrême-droite NPD. Elle se heurta à la police et neuf antifascistes furent arrêtés sous l'inculpation de désordre, de résistance aux forces de l'ordre, de coups et blessures. Leur procès s'est ouvert à Hambourg le 8 mai et durera vraisemblablement deux mois.

CONDAMNATION D'UN MANIFESTANT « ANTI-NUCLÉAIRE »

Le 17 avril, le tribunal de grande instance de Hanovre jugeait Jerry qui avait pris part à la manifestation de Grohnde. Trois motifs d'inculpation : actes de violence au préjudice des chemins de fer fédéraux (occupation de la voie ferrée), manifestation troublant l'ordre public, résistance aux forces de l'ordre. Ces trois motifs ont été sanctionnés par 8 mois de prison, mais Jerry, ayant été déjà condamné avec sursis, devra faire au total 22 mois de prison ferme. Le mouvement antinucléaire saura qu'il y a des juges à Hanovre!

s'identifier plus fortement à l'Etat et aux forces de l'ordre : tel est le résultat du terrorisme. Le peuple, dans sa majorité, s'identifie à l'Etat capitaliste, et ce qui importe maintenant, c'est de défendre ou de reconquérir les libertés dans le cadre de l'Etat et de sa constitution écrite. Ulrike et ses camarades étaient des socialistes sincères et prêts à tous les sacrifices, mais leur erreur était de croire que leur lutte contre l'Etat, par le renforcement de la répression allant jusqu'à la fascisation de l'Etat, provoquerait la révolte de la classe ouvrière. Celle-ci, au contraire - et ses organisations syndicales - se sont dressées contre les commandos terroristes, moins par sottise ou manipulation que par son désir de maintenir l'Etat et l'ordre social dont, par certains côtés, elle tire bénéfice. Ce n'est point une attitude révolutionnaire de répondre aux crimes impérialistes et au massacre de populations civiles, par des crimes du même ordre (exécution d'otages et de prisonniers sans défense). De tels actes sont des crimes contre la révolution

du syndicat. En avril, le syndicat des fonctionnaires (ABVA) va adopter un ordre du jour tendant à exclure ceux qui se manifestent en tant que communistes dans les syndicats. L'appareil syndical entend ainsi défendre « l'indépendance à l'égard des partis politiques », mais en fait il est surtout l'instrument de la politique gouvernementale de la social-démocratie. La section syndicale d'Amsterdam s'est prononcée contre cet ordre du jour : on craint en effet qu'une telle décision serve de prétexte au gouvernement pour pratiquer les « interdictions professionnelles », comme en Allemagne fédérale.

Le parlement se débat avec la question du « droit de grève aux ouvriers ». Il n'a nullement l'intention de généraliser ce droit qui, en Hollande, est refusé aux ouvriers et employés des chemins de fer et des transports publics, aux PTT, aux fonctionnaires de l'Etat et des services communaux. Ainsi 20 à 30% de la population active sont soumis à l'interdiction de faire grève, sous peine de sanctions pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement.

RÉORGANISATION (?) D'ENTREPRISES ET LICENCIEMENTS

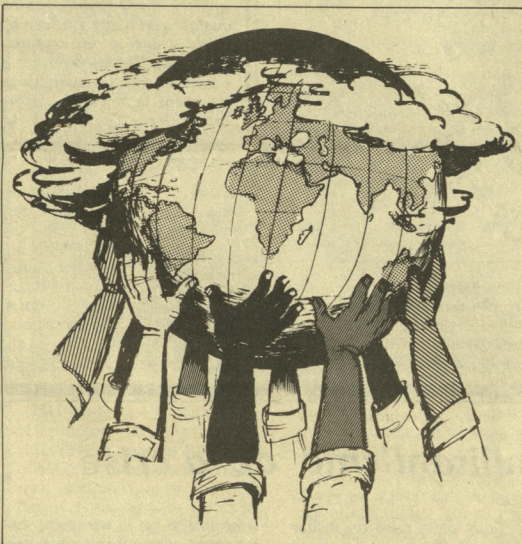
Les changements de direction, les transformations de structure aboutissent un peu partout à des licenciements partiels et à un accroissement de chômage : dans l'industrie alimentaire KSH (où l'action directe des ouvriers a été sans lendemain), au chantier IHC de Rotterdam (700 ouvriers menacés de licenciements), au chantier naval KNSM d'Amsterdam. Cependant les 120 ouvriers de l'entreprise de fer forgé KNG (à

Zoeterwoude, près de Leyde) ont occupé l'usine, déclaré le directeur incapable et pris en mains la gestion, avec - ô miracle! - l'accord des syndicats et même du syndicat chrétien. Un exemple, mais qui n'est donné que par une petite entreprise.

Après les élections provinciales que le gouvernement a considérées comme un encouragement à « se maintenir », voici venir - le 31 mai - les élections communales. Elles sont déjà marquées par un incident : le dépôt dans les grandes villes de listes « Joop Glimmerveen ». Celui-ci est le chef du parti d'extrême-droite (néo-fasciste) « Nederlandse Volksunie », à tendances racistes qui réclame l'expulsion des étrangers du Suriname et des immigrants. Depuis les élections parlementaires et après une procédure d'une année, ce parti a été interdit par le juge pour racisme et provocation à la violence. En Hollande le gouvernement ne peut interdire un parti : il peut ouvrir une procédure et c'est le juge qui décide. Les listes Glimmerveen seront-elles autorisées ? Et le parti « Volksunie » pourra-t-il par ce procédé passer outre à son interdiction ? La question est posée...

belgique

La grève des 7000 ouvriers de la fabrique nationale d'Herstal a duré six semaines et a pris fin le 3 avril. Dans le ML du 13 avril, nous faisons état des dernières propositions du patronat acceptant les 38 heures à partir de décembre 78 et accordant des augmentations de salaires. L'assemblée des travailleurs de l'entreprise a voté à 66% le nouvel accord et la reprise du travail. Cependant des critiques se sont élevées : la diminution du temps de travail ne comporte pas des embauches correspondantes et, de plus, la convention signée pour deux ans garantit pour cette durée la « paix sociale »... sans préjuger de l'avenir.



TERRORISME ET RÉACTION - Depuis de longues années, l'avocat Horst Mahler et Jurgen Bäcker, qui ont appartenu avec Ulrike Meinhof au noyau fondateur de la RAF, sont détenus à la prison de Moabit. Ils ont refusé d'être échangés lors d'une prise d'otages par les terroristes et ils viennent, en novembre dernier, de rendre publique une déclaration portant jugement sur les méthodes de la RAF et leurs conséquences. Voici l'essentiel de leurs réflexions. Tous les attentats terroristes, depuis l'exécution des otages de l'ambassade de Stockholm, n'ont fait qu'accélérer la liquidation des libertés démocratiques et le passage de l'Etat vers une forme fasciste. Le point essentiel réside non dans le terrorisme, mais dans le recours, souhaité par beaucoup, à la réaction politique et sociale du CSU bavarois et d'une partie du CDU. Les lois répressives de la coalition socialiste-libérale, au lieu de dresser contre elle les ouvriers, les ont fait

et celui qui les commet est traître à notre idéal et au sien. Les terroristes sont un facteur de poids dans l'arsenal de la réaction et doivent être combattus avec elle.

En conclusion de cette déclaration (dont on ne donne ici qu'un abrégé très incomplet) Mahler et Bäcker pensent que l'état d'exception qui sévit en RFA est un succès commun des terroristes et des réactionnaires. L'action essentielle doit porter sur la défense des libertés constitutionnelles et contre l'usage de mesures exceptionnelles dans la lutte contre le terrorisme.

Que le terrorisme inconsidéré aboutisse à cette position de repli : voilà bien ce qui le condamne et met en lumière son tragique échec.

hollande

REMOUS DANS LES SYNDICATS - On attribue l'échec cuisant du parti communiste aux récentes élections provinciales à l'action des directions des organisations syndicales, surtout de celles de l'industrie. Déjà en 1977, le syndicat NVV de l'industrie avait dénoncé le noyautage communiste à l'intérieur

Aux Antilles françaises

CHASSE A L'HOMME

DEPUIS décembre dernier, aux Antilles françaises et en Guadeloupe en particulier, une chasse scandaleuse a été lancée. On traque les travailleurs haïtiens dépourvus des papiers légaux et on les embarque sans ménagement vers leur pays d'origine. On parle de perquisitions et d'arrestations à toute heure de jour comme de nuit. Enfourmés dans l'avion, ces malheureux sont réceptionnés à Port-au-Prince par la police de Duvalier fils qui les enferme et les maltraite copieusement sous prétexte que « si on vous renvoie ainsi, c'est que vous vous êtes mal conduits là-bas! »

Beaucoup de Guadeloupéens trouvent hélas tout cela normal. Il est même affirmé que bon nombre d'entre eux ont beaucoup abusé des malheureux haïtiens en leur faisant exécuter des travaux de tous ordres clandestinement : travail des champs, de jardinage et de construction de maisons à des prix dérisoires. Les gendarmes ne permettant pas aux Haïtiens de récupérer l'argent qu'on leur doit, et, paraît-il, souvent des sommes considérables (jusqu'à 5000 à 10 000 F actuels), leurs débiteurs Guadeloupéens se réjouissent de ce fait, n'ayant pas ainsi bourse à délier.

Toutefois des comités de défense se sont constitués, surtout animés par de jeunes Guadeloupéens. Les syndicats d'enseignants de la FEN ainsi qu'un syndicat local, le SGEF (syndicat général des enseignants Guadeloupéens) sont intervenus. Il est difficile de savoir si cela a eu quelque effet positif.

L'effroyable misère qui règne dans les îles de l'archipel Caraïbe incite beaucoup de gens à la recherche de conditions de vie meilleures. En Haïti, si on a du travail, on gagne 5 gourdes par jour (5 gourdes = 1 dollar US). En Martinique et en Guadeloupe ils obtiennent 50 F par jour (1 F = 1 gourde). Tout commentaire est superflu. Evidemment, ceci crée des heurts avec les Antillais français qui accusent ces travailleurs d'accepter des salaires au rabais et de leur enlever le travail déjà rare et difficile à obtenir. Mais le capitalisme dans ces régions, surtout dans les affaires d'import-export, est lui plus que florissant. La nécessité de la révolte n'en est que plus aiguë.

G. ESCOUBET

Le livre de la semaine

par Maurice JOYEUX

L'éducation libertaire

par J.-M. Raynaud et G. Ambauevs

Ed. Spartacus

VOICI un ouvrage savamment construit, qui ne se contente pas de nous rappeler la part considérable que prirent les théoriciens de l'anarchie dans les recherches concernant l'éducation, mais qui les confronte avec l'évolution et tire de cette confrontation un certain nombre d'idées neuves d'où l'imagination n'est pas exclue.

Le livre se divise en trois parties. Dans la première, les auteurs essaient de faire sortir la pédagogie libertaire de ce qu'ils nomment, d'une formule heureuse, « l'illusionisme de la pédagogie », pour nous démontrer la complémentarité de la pédagogie avec l'éducation. Et

pour faire cette démonstration, ils ne reculent pas devant la difficulté que constitue le milieu qui reprend l'enfant et le façonne à travers les nécessités de la vie, et alors ils ont une autre formule qui situe parfaitement leur propos : « vouloir réformer la société à partir de l'enfant, ou penser que l'enfant puisse être élevé librement dans le contexte d'une société autoritaire relève de l'illusion ou du marxisme ». Et ils vont se livrer à une étude solide de toutes les tentatives faites actuellement pour construire une pédagogie de type libertaire. Toute cette partie de l'ouvrage est extrêmement intéressante car l'examen

auquel ils se livrent, constamment critique, bouscule un certain nombre d'idées toutes faites. Je dois dire que j'ai trouvé particulièrement convaincants les passages sur les rapports entre l'enfant et sa famille, et que j'ai particulièrement apprécié leur commentaire sur la « République des enfants de Bomposta » dont j'ignorais d'ailleurs l'existence.

La seconde partie de l'ouvrage est une étude historique sur l'apport de nos théoriciens sur l'éducation et nos deux auteurs nous y livrent de bonnes pages de Stirner, de Proudhon, de Bakounine qui furent des précurseurs avant de nous décrire des expériences plus récentes, celles de Robin, de la Ruche de Sébastien Faure, de Francisco Ferrer et de bien d'autres, et nous y apprenons que ceux mêmes d'entre eux qui furent surtout préoccupés par le mouvement révolutionnaire, ne se désintéressaient jamais des problèmes de l'éducation. Ce sont des pages d'histoire de l'activité de notre pensée qui sont connues, mais sur lesquelles nos auteurs n'hésitent pas à émettre quelques critiques tout en ayant soin de les replacer dans leur temps.

Mais je dois dire que c'est la troisième partie de l'ouvrage qui m'a le plus passionné. On a l'habitude, à propos de l'éducation, de considérer qu'il existe dans notre mouvement deux positions bien tranchées. La première considère qu'il faut éduquer les hommes pour les mettre en condition d'exploiter une situation révolutionnaire, les partisans de la seconde, et Bakounine fut de ceux-là, et je l'avoue humblement moi aussi, pensent que l'homme étant le reflet de son milieu dans lequel il doit s'adapter pour vivre, il faut transformer l'économie de façon à permettre une éducation libertaire.

Nos deux auteurs sont sans aucune complaisance pour ces deux « dogmatismes », et ils lient complètement le problème de la lutte révolutionnaire à celui de l'éducation libertaire, non seulement entendue comme l'éducation des militants, mais l'éducation des hommes susceptibles de faire de l'idée autogestionnaire une réalité vivante qui dépasse la parole et le livre. Et pour le faire, tout en se refusant de tomber dans le piège d'une construction théorique du socialisme auquel il ne manquerait « aucun bouton de guêtres », ils nous tracent le schéma d'une société de type socialiste libertaire auquel, pour ma part, je souscrirais dans ses grandes lignes.

Je dis « je souscrirais dans ses grandes lignes », car ce livre est vraiment un sujet de discussion, non pas sur le sexe des anges mais sur des réalités pratiques qui tiennent compte de l'évolution des structures économiques et par conséquent de l'évolution des esprits depuis la fin du siècle dernier. Mais pour discuter ce livre, qui pose des questions, ce qui nous change des biographies dihyrambiques, encore faut-il le lire, ce que j'ai fait sans tarder. Je vous conseille de faire comme moi.

L'itinéraire de Romain Rolland

LA récente diffusion télévisée, en plusieurs épisodes, d'une adaptation du roman-fleuve de Romain Rolland : Jean-Christophe, dans une réalisation de François Villiers, nous fournit un excellent prétexte pour nous pencher sur ce que fut l'existence d'un des écrivains les plus connus et les plus controversés de la première moitié du siècle.

Enfant du Nivernais, c'est à Clamecy, où il naquit en 1866, que Romain Rolland passa son enfance, qui fut sage, studieuse et un peu triste. Il eut beaucoup d'amour et d'admiration pour sa mère, qui lui communiqua son pessimisme et un certain goût pour une morale des plus strictes ; adolescent, il se découvrit une profonde attirance vers la musique, ce qui contribua à la sauver du désespoir que lui inspirait le spectacle du monde. Après avoir obtenu une agrégation d'histoire, il alla enseigner à Rome, à l'école française d'archéologie, puis il revint en France, et fut quelques temps accaparé par le catholicisme.

Les personnages de ses premières pièces, bien oubliées aujourd'hui, sont, comme lui, des passionnés de vérité et de liberté. C'est alors qu'éclata l'affaire Dreyfus. Rolland prit parti pour l'accusé, et ce fut Les Loups, qui suivirent plusieurs drames, dont le sujet était la révolution de 1789 : Danton, Le triomphe de la raison, Le 14 juillet.

En 1901 et 1902, il entreprit une tâche gigantesque : la rédaction de Jean-Christophe, ce roman où il mit beaucoup de ses pensées, et aussi de ses souvenirs ; ce fut le succès, et le début des honneurs, avec en 1913, le grand prix littéraire de l'Académie Française.

1914 : c'est la guerre ! Romain Rolland, qui n'était pas mobilisable, s'installa en Suisse. Dès le début des combats, il commença à rédiger, pour Le Journal de Genève des articles contre la tuerie, qui furent réunis plus tard sous le titre : Au-dessus de la mêlée. Ces appels pacifistes, courageux et pathétiques, à l'heure où tant de « progressistes » démissionnent et se rallient à l'« union sacrée » des « va-t-en guerre », lui valurent bien des haines tenaces ; pourtant, en 1916, le prix Nobel de littérature lui fut décerné. Après la guerre, il s'opposa avec violence à Henri Barbusse, défenseur inconditionnel de la révolution bolchévique, et ne se priva pas de lui reprocher d'avoir sacrifié la liberté et la vérité pour le triomphe de sa cause.

C'est à cette époque qu'il s'intéressa aux penseurs de l'Inde, et qu'il écrivit notamment sur Gandhi et Ramakrishna ; de ce côté-là aussi, il fut déçu dans son désir d'absolu.

Mais, soudain, vers le début des années trente, c'est le rapprochement avec le parti communiste. Rolland se lance dans la mêlée. Ce revirement fut sans doute motivé par la montée du fascisme en Europe ; dès lors, il se réconcilia avec Barbusse, présida avec lui le comité Amsterdam-Pleyel, se lia d'amitié avec Vaillant-Couturier, avec Thorez (qui en parlait dans son « autobiographie » : Fils du peuple). En 1935, il voyagea en URSS, répondant à une invitation de Maxime Gorki, et eut le « privilège » de rencontrer Staline. En 1938, il se retira à Vézelay, où il mourut en 1944.

Devant le chemin parcouru par l'auteur de Colas Breugnon et de L'âme enchantée, on peut s'interroger sur l'évolution d'un intellectuel qui, après avoir refusé le massacre organisé de 1914, et avoir su voir dans quelle voie dangereuse et inhumaine s'engageait la révolution russe, resta ensuite silencieux devant les crimes commis par l'Etat soviétique contre les opposants, puis se fit l'apôtre d'un faux pacifisme, qui ne fit rien pour empêcher le déclenchement d'une seconde guerre mondiale qui, comme l'écrivait Lecoq, « décupe les horreurs de toutes les autres guerres conjuguées ».

Romain Rolland ne fut donc pas « le valeureux combattant de la paix », que décrivait Maurice Thorez, du moins, il ne le fut plus, justement, à partir du moment où il n'exista plus pour lui qu'une seule vérité : celle du parti. Et comme il s'était rendu sur place, à Moscou, pour affronter la réalité de ce « socialisme », il n'avait même pas l'excuse d'avoir été trompé, ou de ne pas « savoir ».

Bernard LANZA

Théâtre

Don Juan

de Molière

Théâtre de l'Oeuvre

LA compagnie J.-P. Bouvier du théâtre d'action populaire, présentait, le 20 avril, la première de DON JUAN.

« Ce n'était que Molière... ! » et, après avoir applaudi frénétiquement le spectacle sur Louise Michel, il était permis d'éprouver quelque appréhension à regarder cette comédie « classique ».

Appréhension non justifiée. Un sacré bonhomme, ce Molière ! Qui fait dire au larbin Sganarelle, avec véhémence et rancœur tout à la fois, qu'il est doux pour un valet de mourir pour son maître.

Don Juan, le libertin, est tout sauf un être libre et libéré. Quand il lacère, dans une crise de démence, le crucifix du médiant des bois, il semble bien, ce Don Juan, un fanatique religieux inversé ! Dévoré de remords dans sa passion de vivre librement, hors des normes, il finit en une crise mystique, victime de la statue de pierre du commandeur qu'il a occis auparavant.

Tout cela, c'est le vieux Molière, tel qu'on l'enseigne à l'école. J.-P. Bouvier respecte et la lettre et l'esprit. Mais ce qui est neuf, c'est la mise en scène. Avant le lever du rideau, une statue sans

visage est éclairée par un projecteur, devant la scène. Quand débute le premier acte, les arbres ressemblent à des fantômes, leur feuillage étant de tulle blanc-gris. Quant aux statues des trépassés, qui s'animent, elles font peur à coup sûr ; et fait peur surtout l'énorme commandeur, symbole, sans doute, des forces de l'Au-Delà !

On peut, dans le cadre scolaire, bailler à lire Don Juan. On ne baillera pas en regardant le Don Juan mis en scène par Bouvier. Et ce qu'il y a de pré-révolutionnaire dans Molière (eh ouïl il fut très mal vu à la Cour pour cela, et l'Eglise lui refusa les funérailles religieuses) est mis en relief par le décor et par le jeu des trois principaux acteurs, Elvire (Carole Chauvet) incapable de se guérir du masochisme chrétien, Don Juan (J.-P. Bouvier) vaincu par les tabous religieux et les superstitions, Sganarelle enfin (J.-P. Bacri) conscient de sa condition d'exploité mais n'ayant que des velléités d'en sortir.

Un spectacle très classique, où des idées modernes sont véhiculées et qui n'ennuie pas, c'est un exploit rare !

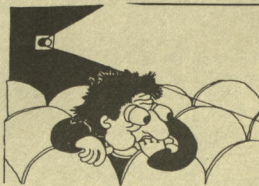
Marie-Madeleine HERMET

Soutien à la presse libertaire en Espagne



Jose Vergara a fait tirer à 5000 exemplaires une lithographie du tableau ci-dessus, dont il est l'auteur. La vente de ces lithographies est destinée au soutien à la presse libertaire en Espagne. Les dimensions sont de 65 cm sur 40 cm. Prix : 10 F l'exemplaire plus 5 F de port.

S'adresser à la liaison F.A. de La Rochelle : Floréal Perez, 55 rue du Gué 17 000 La Rochelle.



CINÉ-CLUB DU 19 JUILLET
TOUS LES SAMEDIS
A 21 H
7, RUE DU MUGUET
33 000 BORDEAUX

Samedi 13 mai
ALLONSFAN
des frères Taviani

Un appel à la réflexion politique du spectateur sur l'histoire, celle de nos jours.

Samedi 20 mai
LA VIEILLE DAME INDIGNE
de René Allio

Une vérité extraordinaire, dans la peinture d'une vieille dame et de ses enfants.

Impressions de voyage en Roumanie

DEPUIS déjà fort longtemps, il n'est plus à prouver, pour nous libertaires, que la mise en pratique d'un système économique-politique de type marxiste ne peut que conduire à une nouvelle forme de tyrannie, plus perfectionnée, plus efficace (l'Etat étant devenu omnipotent) et, qui plus est, mystificatrice, celle-ci s'exerçant pour le « bien du peuple ». Contrairement à ce que peuvent affirmer les gauchistes de tous poils, les pays de l'Est, prétendus socialistes, peuvent, en toute légitimité, se réclamer du marxisme-léninisme. En effet, ainsi que l'avaient préconisé les maîtres du socialisme autoritaire (et scientifique, en plus!), on y trouve :

— une structure étatique développée à l'extrême, contrôlant tous les secteurs de la vie économique et sociale (industrie, transport, agriculture, santé, éducation...). Certes, n'ayons aucune crainte, cet Etat est prolétarien et respecte donc les aspirations de ceux qu'il « représente ». C'est la logique même!

— la liberté absolue pour tous, sauf pour les contre-révolutionnaires, petits-bourgeois et aventuristes, qui refuseraient de se plier à la légitimité de la fraction la plus avancée des masses, le parti communiste.

— l'omniprésence du culte de l'Etat et des dirigeants (voulu par Marx) afin que l'esprit des travailleurs ne soit pas détourné par une quelconque subversion.

Il n'y a guère que le dépérissement de l'Etat et l'instauration du communisme qui soient remis aux calendes grecques, mais il faut comprendre, camarades, la situation internationale, la menace impérialiste...

La Roumanie, ainsi que son voisin la Bulgarie, a « brisé », ou plutôt remplacé ses chaînes en 1944, date de l'invasion du territoire par l'Armée Rouge. Un occupant chasse l'autre! Au demeurant, il convient de signaler que le parti communiste était très faible et que, sans l'aide de l'URSS (qui n'avait du reste pas manqué de profiter de la situation en annexant, en 1940, la Bessarabie, une des régions les plus fertiles de la Roumanie), il aurait peut-être tout juste eu un ministère.

Quoi qu'il en soit, à l'heure actuelle, le PCR a su asseoir efficacement son pouvoir au moyen d'un appareil policier assez perfectionné, à en juger par le nombre d'uniformes visibles dans les rues. D'après ce que j'ai pu apprendre, il existerait deux polices :

— l'une considérée comme « officielle », chargée surtout des affaires courantes, — l'autre, moins voyante, appelée « sécurité », ayant plutôt un rôle de surveillance, surtout politique.

Mais, hormis la répression physique, existe aussi le matraquage idéologique. Certes, cela on s'en doute un peu mais on imagine souvent difficilement l'ampleur qu'il peut prendre.

Au niveau des programmes scolaires, une part démesurée est consacrée à l'histoire du marxisme et du PCR. Je n'ai cependant pu savoir si, comme en Pologne, les élèves subissaient des cours d'instruction militaire dans les lycées.

De plus, sans doute pour mieux saisir les réalités du « socialisme », les étudiants doivent périodiquement passer une partie de leurs vacances dans les camps de travail. Mais la propagande s'exerce aussi quotidiennement dans la rue, comme en témoignent ces portraits du président, ces citations, ces slogans qui recouvrent les façades des bâtiments publics, gares ou usines, par la presse,



totallement muselée (même les journaux sportifs sont homologués par le parti). Quand à la radio et à la télévision, je ne ferai pas de commentaires! Pourtant il est curieux de constater que face à l'« opium marxiste » existe un antidote : la religion. Celle-ci est en effet très florissante. On est même assez surpris par la vague de sectes, communautés religieuses tolérées par le gouvernement.

Il serait assez intéressant de se pencher sur le sort de la condition ouvrière dans un pays où elle est censée être reine. Le PCF, on le sait, mène une campagne assez virulente pour une hiérarchie des salaires de 1 à 5 au niveau national. Qu'à cela ne tienne! En Roumanie, elle est déjà de 1 à 6, rien que dans une usine. Un ouvrier gagne 1000 lei (416 F) contre 6000 (2496 F) pour son directeur. Ce n'est pourtant rien à côté d'une entreprise de plusieurs milliers de personnes où elle peut être de 1 à 10. Quand à établir le rapport existant entre l'aumône que touche un simple manoeuvre et les prébendes d'un haut fonctionnaire de l'Etat, de la police ou de l'armée, je vous souhaite bien du plaisir!

Ainsi, j'ai pu constater qu'une famille ouvrière de 3 personnes dont une travaille, était obligée,

après avoir payé son loyer (300 lei ; eau, gaz et électricité inclus), de vivre pendant 30 jours avec 900 lei. Même si l'on tient compte de la différence des prix par rapport à la France (nourriture : -60%, habillement -40%), on est obligé de constater que la pauvreté existe partout, même dans un pays où des drapeaux rouges flottent à tous les coins de rues. On peut toujours se consoler en pensant que les bureaucrates qui œuvrent pour le bien de la patrie socialiste n'ont pas de fin de mois difficiles! Mais le plus grave, c'est que, par dessus tout, l'Etat pratique une forte politique nataliste en interdisant l'usage des contraceptifs et en autorisant l'avortement seulement pour les femmes ayant déjà eu 4 enfants, et encore... sous dérogation. A ce sujet, je précise que la liberté sexuelle est évidemment réprimée, l'homosexualité rend passible d'emprisonnement. Le puritanisme marxiste fait décidément une dure concurrence à la prudence de l'Eglise!

Il y aurait certainement d'autres choses à dire sur les tares du capitalisme d'Etat et ses conséquences. Faute d'informations et de renseignements plus précis, je ne peux que donner quelques aperçus, déjà forts révélateurs. En Roumanie comme dans les autres Etats dits socialistes, l'existence de rapports d'exploitation entre 2 classes est si flagrante, si évidente, que l'observateur le plus naïf, le plus illusionné, ne peut pas ne pas s'en apercevoir. Comment, en effet, ne pas se poser de questions en apprenant qu'en Roumanie, quiconque adhère au parti voit son salaire augmenter, ou encore que, dans une petite ville de 3000 habitants, le parti, la police et la « sécurité » possèdent chacun un lac privé pour la pêche et une maison de repos. A Bucarest, le contraste existant entre les quartiers aisés (lieu de résidence des bureaucrates) et les bidonvilles dans lesquels sont logées les minorités tziganes (dont une partie a été exilée en Hongrie) est édifiant.

Quand à l'opposition, elle est surtout intellectuelle et timide, face à la répression implacable qui s'exerce contre les « ennemis du peuple ». Récemment, des mesures ont été prises contre des mineurs qui avaient participé aux grèves de Petrosani il y a plus de 10 mois.

LIONEL

* L'argumentation classique employée par les stalinien pour justifier ces carences par un retard industriel ou une production insuffisante due aux contraintes historiques ou conjoncturelles, ne tient absolument pas debout. C'est le service de propagande de l'Etat qui nous le démontre en brandissant des graphiques de production sans cesse ascensionnels (industrie, agriculture). Cela prouve bien qu'il existe en Roumanie un processus capitaliste visant à entretenir un certain climat de pénurie alors que les richesses intérieures sont pourtant importantes. Bref, il est plaisant de constater que les bureaucrates arrivent à se contredire.

La Roumanie... sous Ceaucescu

DUCE, Fürher, Caudillo : autant de noms pour désigner le Chef, le Guide, celui qui a pleine autorité sur les troupeaux humains. Le mot roumain correspondant est Conducator : c'est le titre que porta durant la seconde guerre mondiale le maréchal-dictateur Antonesco et c'est celui qui conviendrait à Ceaucescu, depuis 1967 chef de la République populaire roumaine et du parti communiste roumain.

A l'exemple de la clique dirigeante de la République démocratique allemande, il a pourvu les membres de sa famille de sinécures confortables : son frère est chef des forces armées, son fils aîné est président des jeunes communistes, sa sœur est au comité exécutif du parti, et sa femme - une fort élégante personne, paraît-il - dirige l'Institut de Chimie (organisme d'Etat). Comme tous les profiteurs de la « nouvelle classe », Ceaucescu mène une vie dorée : villa au bord de la mer Noire, Boeing 707 à son service, tandis que le niveau de vie de la population est un des plus misérables d'Europe.



La Roumanie a une superficie voisine de celle de la Yougoslavie et une population comparable (de l'ordre de 21 millions d'habitants), mais elle ne constitue pas une république fédérale : elle est « unifiée » et il existe naturellement un problème de minorités ethniques et linguistiques. On compte en Roumanie environ 1 700 000 Hongrois et la minorité allemande se compose d'environ 400 000 Saxons de Transylvanie et

Ces deux minorités subissent maintes tracasseries et sont soumises à une politique de « roumanisation » intensive. Il ne faut point s'étonner si beaucoup de ces Hongrois et de ces Allemands n'ont qu'un désir : émigrer. Mais on ne sort pas des républiques populaires aussi facilement et Ceaucescu ne tient pas à perdre une main d'œuvre de qualité! 75% des Allemands veulent quitter la Roumanie : en 1977 il y eut 11 000 départs, mais pour le premier trimestre de 1978 les autorisations d'émigration ont été réduites de 30% par rapport au premier trimestre 1977.

Il semble que, pour les Hongrois, le problème soit plus simple, puisqu'il s'agit de passer d'une république populaire dans une autre. Ils ont fait agir auprès des hautes autorités de Bucarest un des leurs, le vieux communiste Kiraly. Le seul résultat fut que les facilités promises pour les visites de parents à travers la frontière roumano-hongroise ont été réduites ou supprimées.

En mars, lors d'une conférence des conseils ouvriers des minorités hongroises et allemande, Ceaucescu déclara qu'il ne tolérerait aucune ingérence étrangère dans la question des minorités. Il défendrait qu'on portât atteinte à l'unité de la république populaire.

Ce mépris souverain des minorités n'a pas empêché Ceaucescu de venir plaider auprès de Carter - quatrième voyage aux USA en huit ans - la cause des Palestiniens, au nom « du principe des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Carter s'est bien gardé - il est poli! - de parler de la défense des droits de l'homme, sujet tabou quand on reçoit un Conducator...

Puisse un jour Ceaucescu finir comme Antonesco! Ainsi soit-il!

Jean BARRUÉ